

**Le gouvernement annonce qu'il veut libérer le travail !
En réalité, c'est le patronat qu'il affranchit des règles
protégeant les salariés :**



- des licenciements et des plans sociaux favorisés ;
- des sanctions limitées pour licenciement abusif ;
- un affaiblissement de la protection syndicale des salariés ;
- vers un code du travail à géométrie variable dans chaque entreprise : temps de travail, salaires, heures supplémentaires ...



Régression dans le Privé = reculs dans le Public :

Le gouvernement multiplie les attaques contre les fonctionnaires et les services publics :

- **Salaires : *Winter is coming***
 - . blocage des salaires par le gel du point d'indice ;
 - . hausse de 1,7 point de la CSG non compensée pour les fonctionnaires = baisse nette des salaires et des pensions ; exemple : pour un certifié au 7^{ème} échelon, - 40 euros/mois ; - 480 euros par an.
- **Rétablissement de la journée de carence : mesure injuste et stigmatisante**
 - . Public/privé confondus, les enseignants sont parmi les moins absents ;
 - . Prélèvement d'une journée de salaire non compensée (contrairement au privé pour 2/3 des salariés).
- **Suppression brutale de très nombreux contrats aidés :**
 - . mépris des personnels concernés ;
 - . missions qu'ils effectuaient non assurées.
- **Suppression de 120 000 postes de fonctionnaires sur 5 ans.**



La FSU a proposé à l'ensemble des fédérations de fonctionnaires la construction d'une journée d'action au mois d'octobre, la plus unitaire possible, pour dénoncer les mesures gouvernementales et exiger une politique de revalorisation des fonctionnaires et des services publics.

D'ores et déjà, le SNES et la FSU soutiennent les salariés du privé et appellent à participer à toutes les mobilisations contre les régressions sociales, à commencer par les manifestations prévues le 12 septembre. Un préavis de grève a été déposé.

Les horaires et lieux des rassemblements seront consultables sur notre site dès que possible.